

Burundi/élections 2020 : fin de la campagne pour le scrutin du 20 mai

@rib News, 17/05/2020 – Source Agence Anadolu Sept candidats sont en compétition pour le fauteuil présidentiel, 13 partis politiques, deux coalitions et 18 candidats indépendants pour les législatives. La campagne électorale pour le triple scrutin du 20 mai au Burundi a pris fin dimanche, 17 mai. Lancée le 27 avril par décret présidentiel, cette campagne électorale concerne trois scrutins, à savoir, l'élection présidentielle, les élections législatives et celles des conseils communaux.

Le parti au pouvoir, CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie), a, quant à lui, tenu son dernier meeting, samedi à Bujumbura. Et ce dimanche, la journée a été consacrée à une prière pour le bon déroulement du scrutin et la victoire de ce parti au pouvoir depuis 15 ans. De son côté, le principal opposant Agathon Rwasa, aujourd'hui 1er vice-président de l'Assemblée nationale, et candidat du parti Coalition National pour la Liberté (CNL) s'est déplacé à Gitega, nouvelle capitale politique du pays, à 102 km de Bujumbura. L'occasion d'appeler encore une fois la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à la neutralité, à travailler l'intérêt du pays et pas celui du parti au pouvoir et de son candidat. Un message ailleurs relayé par d'autres au fauteuil présidentiel. « Nous mettons en garde la Ceni pour ces élections. Il faut que cette commission reste neutre », a lancé Francis Rohero, candidat indépendant, lors de son dernier meeting tenu dimanche, à Bukeye, commune et province Muramvya, au centre du pays. Avant d'ajouter : « On a vu que dans la plupart de cas, les membres de la Ceni sont acquis à la cause du pouvoir et du Cnnd-Fdd ». Idem pour Gaston Sindimwo, 1er vice-président de la République et candidat du parti Union pour le Progrès National (Uprona). Lors de son dernier meeting, dimanche à Nyakabiga, commune Mukaza au centre de Bujumbura, il a supplié la Ceni de faire tout son possible pour que le scrutin du 20 mai ne replonge pas, encore une fois, le pays dans une crise. « Nous demandons que le nombre des Burundais qui ont récupéré leurs cartes électorales soit connu », a-t-il insisté, demandant également que les lieux de conservation des cartes non récupérées soient connus. Car, a-t-il motivé, « elles peuvent être utilisées pour voter plus une l'élection présidentielle, sept candidats sont en compétition pour un mandat de sept ans, renouvelable une seule fois selon la nouvelle Constitution. Pour les législatives, la Commission électorale nationale indépendante a fait état de 13 partis politiques, deux coalitions et 18 candidats indépendants sont en lice pour le scrutin du 20 mai. Seuls trois partis politiques à savoir le CNDD-FDD (au pouvoir), l'UPRONA et le CNL ont présenté des candidats dans les 17 provinces burundaises ainsi que la Mairie de Bujumbura. Et la prochaine législature comprendra 119 sièges. Des incidents tels que des affrontements, des morts, des blessés, des enlèvements, des arrestations et emprisonnements ont caractérisé cette période dans différents coins du pays. Joint par Anadolu, Thérèse Manirambona, porte-parole du parti CNL fait état de plus de 300 militants de ce parti arrêtés et emprisonnés y compris ceux se trouvant sur les listes électorales. Il évoque aussi deux morts et des actes de provocation ou d'intimidations dont sont victimes les militants de ce parti du principal opposant Agathon Rwasa. Une campagne tenue aussi dans le contexte de la pandémie du covid-19 où 27 cas positifs sont déjà enregistrés au Burundi, dont un cas de décès et huit guérisons.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});